

EN RUSSIE

# Protestation pacifiste

Malgré la censure et les risques de perte d'emplois, de destruction des médias indépendants et d'emprisonnement pour ceux qui protestent, et malgré le contrôle des médias grand public par le gouvernement russe, les mobilisations du mouvement pacifiste en Russie se multiplient contre l'agression de son gouvernement en Ukraine.

L'opération spéciale (puisque'il est interdit en Russie de prononcer le mot « guerre ») menée par les forces russes a surpris le peuple russe. Beaucoup de Russes qui ont des liens étroits en Ukraine ont spontanément participé à des manifestations dans les grandes villes du pays.

## Interpellations des manifestants

Les forces de police ont procédé à de nombreuses interpellations lorsque les manifestants tenaient des pancartes anti-guerres. Début avril, il était estimé qu'environ 15 000 Russes avaient été interpellés. Une nouvelle loi adoptée à la va vite a considérablement aggravé les peines pouvant être prononcées avec des durées allant théoriquement

criant « Arrêtez la guerre », la journaliste a brandi courageusement une pancarte disant « Non à la guerre, ne croyez pas à la propagande, ici on vous ment, les Russes contre la guerre ». Elle est arrêtée, condamnée à une amende d'environ 250€ pour infraction administrative pour avoir publié une vidéo sur les réseaux sociaux où elle expliquait que l'agresseur est la Russie et elle déplorait que la propagande du Kremlin ait transformé le peuple russe en zombies et l'ait entraîné dans une guerre fratricide avec l'Ukraine. Elle a été arrêtée puis relâchée, dans l'attente d'un jugement pour non-respect de la récente loi sur la « propagation de fausses informations sur l'utilisation des forces armées russes », qui pourrait lui valoir jusqu'à quinze ans de prison.



Marina Ovsyannikova brandit une pancarte antiguerre pendant le JT de la première chaîne de télévision russe.

jusqu'à quinze ans de prison pour des Russes qui propageraient des « fausses nouvelles » portant atteinte à la Russie.

## Appels à la fin de la guerre

Si plus de la moitié de la population soutient cette opération spéciale des forces russes en Ukraine qui vise officiellement à démilitariser et dénazifier l'Ukraine, les milieux urbains aisés et des intellectuels ont protesté. Il y a, par exemple, cette pétition des universitaires de l'Université d'État Lomonossov de Moscou qui a récolté six-cents-cinquante signatures notamment d'enseignants-chercheurs pour appeler à la fin de la guerre.

Dans le milieu des Médias, on note des tentatives de dénoncer la propagande d'État. On retiendra la protestation courageuse de Marina Ovsyannikova, productrice de l'émission *Vremia* (le temps) et journaliste russe de *Pervyi canal* (Première chaîne publique de la télévision russe). Durant le Journal télévisé (JT) de 20h, en direct le 14 mars 2022, en

## Protestations contre la censure

On notera aussi les tentatives de journaux indépendants d'essayer de porter des messages alternatifs, comme *Novaïa Gazeta* (Nouveau journal) dont il faut rappeler que six journalistes ont été assassinés depuis 2000, dont Anna Politkovskaïa (1958-2006) et Natalia Estemirova (1958-2009). Devant les pressions, la direction du journal a décidé de suspendre sa publication à partir du 28 mars 2022, et ce jusqu'à la fin de l'opération spéciale russe en Ukraine.

Dans la Russie de Vladimir Poutine, il est devenu compliqué de manifester et de protester. C'est parfois avec humour que les Russes tentent de protester en relayant par exemple la couverture de « Guerre et Paix », renommée « Opération spéciale et paix » ou en brandissant des pancartes blanches sans aucune indication pour protester contre la censure.

Camille Noûs

UNE HISTOIRE DÉJÀ LONGUE

# Perspectives de paix en Ukraine

**N'en déplaise au lobby militaro-industriel français, l'arrêt des ventes et des livraisons d'armes est essentiel pour promouvoir la paix. Cette guerre d'Ukraine tue des Humains, militaires comme civils. Comme toutes les autres, elle est sale. Des crimes sont commis de part et d'autre contre les civils et les prisonniers de guerre. On ne fait pas la paix en faisant la guerre.**

Il est certain qu'hélas beaucoup d'acteurs ont intérêt à la guerre, soit pour des facteurs économiques (lobby militaro-industriel, réarmement des pays de l'OTAN), soit stratégiques (États Unis affaiblissant économiquement l'Union Européenne), soit démographiques, idéologiques ou pour le contrôle des ressources.

## Des réfugié(e)s bien formé(e)s et très attendu(e)s

Au moins une dizaine de millions de réfugiés sont attendus en Europe, pour moitié des femmes diplômées et généralement de milieu plutôt aisé (ce sont les premières à pouvoir fuir l'Ukraine) et pour moitié des enfants, qui arrivent à point dans des pays comme l'Allemagne et l'Italie en déficit de population jeune. De plus, l'Ukraine a une population qui permet aussi de pallier la faible natalité en Russie. Idéologiquement, on accepte plus facilement des réfugiés qui nous ressemblent, chrétiennes et blanches, selon la propension européenne au repli sur soi et au nationalisme. Les ressources à contrôler à terme sont nombreuses. La Russie et l'Ukraine sont respectivement troisième et quatrième producteurs mondiaux de blé, mais aussi de maïs, de tournesol, ce qui compte pour une planète de huit milliards d'habitants. Le Donbass industriel et minier représentait 25% du PIB de l'Ukraine avant 2014. D'un point de vue technologique, chaque bombe, chaque drone, chaque système militaire utilisé en direct, scruté par les dirigeants du reste de la planète, permettra de promouvoir des ventes d'armes.

Il y a donc énormément d'acteurs politiques, militaires ou économiques qui ont des intérêts dans cette guerre qui tombe à point

nommé après la quasi-fin des guerres en Syrie et en Afghanistan.

La guerre n'est pas la solution, la prolongation du conflit causera plus de morts, plus de destruction. Une bonne guerre n'est pas préférable à une mauvaise paix. Il est important aussi de pointer du doigt que l'augmentation des budgets militaires est malvenue pour répondre aux défis que l'Europe et notre pays ont à mener en particulier pour le changement climatique, le développement durable, le progrès social et le bien-être de nos populations.

## Des sanctions contreproductives

Il est important également de sortir de l'impasse des sanctions qui pèsent lourd sur les peuples russes comme européens. La logique développée par les États Unis ou le Royaume Uni, faiblement dépendants de la Russie énergétiquement et faiblement liés économiquement à la Russie, affaiblit les Pays de l'UE, en particulier la France et l'Allemagne, avec cette logique de ventes d'armes et du gaz de schiste. Les sanctions frappent de manière indiscriminée la population russe. Elles ne vont que renforcer le pouvoir en place. Prétendre que les Russes vont se soulever contre le pouvoir en Russie est un mensonge. En effet, la résilience du peuple russe est bien plus grande que celle des populations occidentales vis à vis des sanctions et contre-sanctions, pour ce peuple qui a vécu dans le dénuement le plus total dans les années quatre-vingt-dix après la chute de l'Union Soviétique.

Plus la guerre durera, plus les plaies seront présentes et plus les solutions seront compliquées à mettre en œuvre pour avancer dans un monde de Paix et de développement du-

nable. Il est urgent de tout mettre en œuvre pour sortir de la logique de guerre que les médias et le gouvernement favorisent en jouant sur l'émotionnel.

## Négociier sur les bases des accords de Minsk

Il conviendrait de se baser sur le respect des accords de Minsk de 2015, en mettant à jour le cas échéant les territoires concernés par ces accords. Ces accords parrainés par la France, l'Allemagne et la Russie imposaient notamment de la part de l'Ukraine de modifier sa constitution et de concéder une large autonomie aux régions séparatistes de Lougansk et de Donetsk. Hélas le président Zelenski, élu en 2019 pour faire la paix n'a pas tenu ses promesses et a au contraire poursuivi par exemple une politique d'interdiction des médias russophones. Plus que jamais, il faut sortir de cette logique de guerre débutée en février 2022, qui s'inscrit dans la suite de la guerre civile dans le Donbass débutée par les forces ukrainiennes en mai 2014 : des Ukrainiens ont pris les armes contre les autorités issues du coup d'État de Maidan à Kiev en février 2014 qui agrégeaient des partis politiques de droite et d'extrême droite. Durant cette guerre civile de huit ans, l'Occident et la Russie n'étaient pas cobelligérants mais ils ont soutenu économiquement et militairement un camp contre un autre jusqu'à l'intervention directe de la Russie en 2022. L'Ukraine n'a certainement pas d'autre choix que d'adopter à terme un statut neutre, impliquant de ne pas rejoindre l'OTAN, et devra probablement à terme renoncer à la Crimée russe et au Donbass.

UKRAINE : DÉJÀ UN VAINQUEUR ?

# Euphorie dans les complexes militaro-industriels

La guerre menée par la Russie aux portes de l'Europe a déjà fait un grand vainqueur dans les bourses européennes (et américaines) : pol'industrie de la défense, dopée par les commandes et les déclarations d'intention des gouvernements. Les budgets militaires de l'Ukraine et de la Russie sont en grande croissance depuis 5 ans.

Il n'est pas fréquent que notre journal cite le Chef d'État Major des armées françaises, le Général Burkhardt, mais son analyse donne un éclairage tout particulier sur la guerre en Ukraine et ses suites possibles : « Avant, les conflits s'inscrivaient dans un schéma paix / crise / guerre. Désormais, c'est plutôt un triptyque compétition / contestation / affrontement ». Et de préciser : « Il n'y a plus de phases de paix, mais des phases de compétition. » Le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, confirme : « L'ancienne distinction entre guerre et paix n'est plus valide de nos jours. Ce n'est plus blanc ou noir, il y a toute une gamme de nuances de gris qui recouvrent des situations de rivalité, de coercition, d'intimidation auxquelles il faut répondre ».

Dans ce contexte, le commerce des armes revêt une importance particulière et nous l'observons directement dans la guerre d'Ukraine. Un grand vainqueur dans les bourses européennes (et américaines) : pol'industrie de la défense, dopée par les commandes et les déclarations d'intention des gouvernements. Les budgets militaires de l'Ukraine et de la Russie sont en pleine croissance depuis 5 ans, plus de 4 % du PIB selon le SIPRI pour 2020 (plus de 6% selon d'autres sources.) En attendant la suite...

## Réarmement de l'Allemagne... et des autres pays

Le 27 février, le Chancelier allemand a annoncé le déblocage immédiat de 100 Md€ pour renforcer diverses composantes de la Bundeswehr, l'armée allemande, et atteindre les 2% du PIB exigés par l'OTAN. Et 25 Md€ de plus pour 2022 pour reconstituer le stock de missiles portables sol-air donnés à l'Ukraine en plus des missiles récupérés dans l'ex-RDA. La livraison par l'Allemagne et la Suède des missiles sol-sol et sol-air est maintenue à partir de leur propre stock. C'est un coup d'accélérateur pour un nouveau système anti-aérien et anti-drones mais cela va-t-il permettre de choisir du matériel européen (MBDA ?) plutôt qu'américain ? Même dilemme pour un nouvel hélicoptère d'attaque, Boeing ou Airbus ? Et pour l'achat de chasseurs bombardiers ? Et tout cela en contradiction avec les règles sur le commerce des armes des Nations-Unies et de l'UE.

C'est proprement spectaculaire. Le lundi 28 février déjà, à la Bourse de Paris, toutes les grandes sociétés européennes de l'industrie de la défense ont vu leur cote s'envoler alors que les marchés d'actions étaient globalement baissiers. Plus 12% pour le Français Thales (+35% aujourd'hui), +8% pour Dassault Aviation (+16, 4% désormais). Plus 15% pour l'Italien Leonardo (+36%), +18% pour le Suédois Saab (+61%). À la Bourse de Francfort, c'était encore plus délirant : la société Hensoldt, spécialisée dans l'électronique incorporée dans les Airbus, a gagné 42% en une séance avec des pointes à 89%. Rheinmetall, le fabricant de chars et de blindés (le Léopard et quelques autres) pour l'OTAN, a bondi de 25%. Le Britannique BAE Systems annonce, quant à lui, une hausse de 36%. Même la firme turque Bayraktar, qui fabrique le désormais célèbre drone TB2, voit son carnet de commandes exploser. Et la tendance se confirme partout.

Le site d'investigation Disclose nous apprend aussi que les sociétés françaises Thalès et Safran ont contribué à la modernisation des vieux chars russes (datant de l'époque soviétique) jusqu'à l'an 2020. Le groupe Thales aurait ainsi fabriqué pour l'armée russe des caméras thermiques nommées « Catherine XP » et a doté des avions de chasse russes de systèmes de navigation, d'écrans vidéo et de viseurs dernier cri. « Intégrée au système de visée d'un char d'assaut, la caméra Catherine permet de détecter des cibles humaines en pleine nuit ou de repérer un véhicule dans un rayon de dix kilomètres », nous renseigne Disclose. Le groupe Safran, lui, aurait majoritairement produit des caméras infrarouges de type « Matis STD ». Il avait aussi en 2013 signé un contrat de vente avec la Russie pour des centaines de caméras « Matis STD ». On les retrouve aujourd'hui sur plusieurs types de chars russes : le T-72, le T-90 et le T-80 BVM. « Tous trois sont actuellement présents sur le front ukrainien », conclut l'enquête. Plus de mille chars russes seraient potentiellement équipés par ces technologies françaises. Au total soixante-seize licences d'exportation pour 152 millions d'euros. Les Ukrainiens se battent aussi avec des armes françaises contre des chars russes équipés de matériel français, il n'y a qu'une chose à dire... bravo ! Et tout le monde va se retrouver en juin prochain au Salon



Mémorial de la Paix de Kiev, Ukraine (1995).

mondial Eurosatory en France pour continuer à parler affaires.

### Une logistique complexe pour le commerce des armes

Mais la vie n'est pas si facile pour les marchands d'armes. Un problème logistique s'ajoute aux effets de l'embargo sur les relations économiques avec la Russie : la Russie exerce un contrôle fort sur l'espace aérien ukrainien ce qui « gêne » les approvisionnements de toutes natures, dont les armes. La paralysie des ports de la mer Noire à cause des combats, en plus de l'augmentation très forte des primes d'assurance du fret dans la région, contrarie le commerce maritime, y compris pour les céréales dont la Russie, et l'Ukraine (et ses terres noires, le célèbre tchernoziom), sont les premiers exportateurs mondiaux. Enfin, conformément aux traités internationaux (Montreux 1936), la Turquie interdit, au moins en principe, le passage des navires des pays belligérants, dont l'OTAN, dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles. Restent les moyens ferroviaires via la Pologne, la Hongrie ou la Slovaquie qui, eux-mêmes, sont vulnérables.

Une crise alimentaire mondiale est déjà annoncée, l'indice FAO\* est au plus haut niveau pour l'agriculture pour la nourriture mais aussi pour les biocarburants. De manière générale, le marché des matières premières est au plus haut niveau.

Malgré cela, la guerre en Ukraine ne fait donc pas que des malheureux (et des morts par milliers). Elle ajoutera, de surcroît, à l'argumentaire ordinaire des marchands d'armes le fameux argument « combat proven » (testé au combat), qui vaut de l'or. Le chiffre d'affaires qui sera généré au salon Eurosatory en juin

prochain précisera la tendance. Le Mouvement de la Paix sera bien présent à ses portes, avec de nombreux partenaires, pour le contester.

Selon « Les Échos », l'industrie d'armement française concerne 4000 entreprises et 500 000 emplois. Dans un précédent numéro de Planète paix (N°666, novembre 2021), nous montrions que la priorité donnée en France depuis de nombreuses années à l'exportation d'armes était davantage un facteur d'appauvrissement de l'industrie qu'une stimulation pour son développement. Nous allons sans doute assister à une augmentation spectaculaire des exportations d'armement dans le contexte de la guerre en Ukraine mais leur pérennité n'est pas garantie car une fois les stocks d'armes reconstitués, la demande va sans doute plonger.

### L'avenir des relations avec la Russie ?

Autre conflit cornélien pour les industriels : faut-il rester en Russie ou la quitter ? Cela concerne d'abord les industriels du secteur de l'énergie et Total Énergies qui est présent depuis longtemps sur ce marché majeur. Que dire de Renault dont la Russie est le deuxième marché ? Le rachat du constructeur Lada et la modernisation de ses usines ont été des investissements très lourds qui pourraient alors profiter à des concurrents, chinois par exemple. Suspension des activités donc, ou départ ? Nous pourrions aussi parler du secteur bancaire et de la Société Générale elle aussi très présente en Russie avec sa filiale Rosbank. Les autres pays occidentaux se retrouvent dans des situations très proches de la nôtre.

La question de l'énergie est sans doute celle qui provoque le plus de remous et de discorde entre les « alliés » occidentaux. La

divergence des intérêts nationaux apparaît très fortement : l'Allemagne est très dépendante du gaz sibérien, les investissements faits dans le nouvel oléoduc North Stream deux risquent de devenir obsolètes, les USA sont en embuscade pour vendre leur gaz de schiste très cher et très polluant, la France importe de Russie un quart de son gazole, etc. Et cela au moment où les conclusions du dernier rapport du GIEC, qui vient d'être publié, préconisent une sortie la plus rapide possible des énergies fossiles.

Les exemples que nous avons pris montrent que la mondialisation des activités rend solidaires des économies qui s'étaient ignoré du temps de la « guerre froide ». Les échanges des pays occidentaux étaient en son temps extrêmement faibles avec l'URSS, comme avec la Chine avant son spectaculaire bond en avant. Nous sommes dans une situation inédite où les entreprises de tous les pays du monde ont des relations avec celles de tous les autres pays. Cela illustre bien la citation que nous donnions au début de cet article sur la nouvelle forme des conflits, à la fois plus économiques et plus sociaux.

Peut-on espérer que les événements dramatiques que nous vivons pourront nous réveiller et nous inciter à trouver des solutions positives à tous les problèmes vitaux auxquels nous sommes tous confrontés à des degrés divers ? Et notamment restaurer la dimension géostratégique de l'agriculture dans le monde pour lutter contre les famines endémiques ?

Jean-Paul Vienne et Yves-Jean Gallas

\*Indice de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des prix des produits alimentaires.